

AKTUELL

ÉLECTIONS

Un outil utile

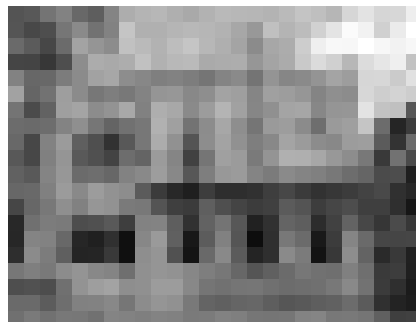
David Wagner

L'étude sur les élections de 2009 élaborée par l'université du Luxembourg ne porte pas que sur le comportement électoral de la population : c'est aussi une étude sociologique.

L'équipe autour de Philippe Poirier, politologue et coordinateur du Programme gouvernance européenne de l'université du Luxembourg, ne cache pas sa fierté en affirmant que le Luxembourg fait partie du club assez restreint des pays à consacrer une analyse aussi détaillée à ses élections. C'est la troisième fois que la Chambre des députés mandate des chercheurs afin de décrypter les diverses facettes qui ont accompagné l'ensemble des consultations électorales, aussi bien législatives qu'euroennes. La présentation de l'étude à la presse ce lundi, qui a fait suite à la présentation au Bureau de la Chambre des députés vendredi dernier, fut convoquée assez rapidement : peut-être auraient-ils pu attendre quelques jours de plus, car l'ensemble de l'étude (500 pages) ne sera disponible qu'à partir du 1er février. De quoi alimenter le suspense au sein des centrales politiques. Et cette étude les intéressera d'autant plus que le hasard du calendrier a placé sa publication quelques mois avant l'échéance des élections communales d'octobre.

Les indications peuvent en effet être précieuses, et si elles n'étonnent pas vraiment le militant averti, elles confirment néanmoins un certain nombre de tendances. Au niveau de la communication par exemple. En 2009, internet a constitué la principale source d'information politique pour 36,5 pour cent - une augmentation de 22 % par rapport à 2004. Par contre, 23,5 % des sondés ont admis s'être principalement informés lors de réunions publiques. La proportion semble relativement élevée, étant donné qu'en 2009, les partis avaient modéré leurs réunions réputées pour attirer de moins en moins de monde. Il se peut toutefois que l'effet « Juncker on tour » ait joué. Il est à l'heure actuelle la seule personnalité politique capable de mobiliser les foules - même au-delà des clivages partisans.

Une autre donnée intéressante est à placer dans le contexte des élections communales. Si l'étude démontre que les électeurs étrangers partagent



grosso modo le comportement électoral des citoyens Luxembourgeois, une ventilation par nationalité fournit des informations peu soupçonnées. Ainsi, l'on découvre que les citoyens portugais forment la communauté la plus ancrée à gauche, rompant ainsi avec le cliché les voulant encore plus conservateurs que les Luxembourgeois en raison de l'origine rurale et catholique des travailleurs émigrés d'un pays jadis sous la férule d'une dictature. Ainsi, le LSAP récolte parmi eux environ 25 % (un peu plus que le CSV), les Verts 20 %, déi Lénk 10 % et le KPL 5 %. Si cela correspond à une tendance au Portugal où les électeurs ont majoritairement voté pour les socialistes, le Bloc de Gauche ou le Parti communiste, cela indique également que une certaine conscience de classe continue bel et bien à influencer les choix politiques.

Une tendance aux antipodes de l'électorat luxembourgeois traditionnel, qualifié de « vieillissant, inquiet et fonctionnarisé », mais qui, comme le mouton son berger, maintient une grande confiance envers les institutions nationales et l'Etat tout en se « désillusionnant » peu à peu de l'Union européenne. Néanmoins, d'un point de vue sociologique, l'étude apporte des indications qu'il conviendra d'analyser en profondeur : les partis récoltant majoritairement des suffrages parmi la population active sont le DP, les Verts et déi Lénk, tandis que le CSV, le LSAP, l'ADR et le KPL recueillent majoritairement des suffrages parmi la population non active. Une raison de plus d'attendre fébrilement la publication de l'étude dans son intégralité, car en plus de constituer une analyse du comportement électoral du pays, elle remplit la fonction d'étude sociologique, comblant ainsi une faille importante des sciences humaines du Luxembourg.

SHORT NEWS

Gréng Stëftung: Raumplanung in der Großregion

„2030 arbeiten wir alle in Metz ?!“ lautet der Titel einer Diskussionsrunde, die von der „Gréng Stëftung“ im Rahmen ihres Projektes „Luxembourg et Grande Région 2030“ am kommenden Mittwoch um 18.30 im Carré Rotondes organisiert wird. Paul Emering (Chambre de Commerce), Blanche Weber (Mouvement Ecologique), Nico Clement (OGBL) und die Diplom-Geografin Andrea Hartz diskutieren über die Möglichkeit raumplanerische Prinzipien - wie etwa Menschen möglichst nahe an ihrer Arbeitsstätte wohnen zu lassen - in der Großregion umzusetzen. Derzeit geschehe eher das Gegenteil, denn die Entwicklung ist geprägt vom Konkurrenzdenken zwischen staatlichen und privaten Akteuren, die versuchen möglichst viel von den zahlreichen Unterschieden zwischen den Grenzregionen zu profitieren. Besonders hierzulande scheint es, als würde die Entwicklung einer entvölkerten Grenzregion gerne in Kauf genommen, wenn die Wertschöpfung in Luxemburg geschieht. Die OrganisatorInnen stellen deshalb die Frage, ob immer alle Betriebe in Luxemburg angesiedelt werden müssen, damit der wirtschaftliche Nutzen der Großregion zugute kommt? Oder kann die Wirtschaft der Großregion nicht vor allem gestärkt werden, indem eine größere Diversifizierung in allen Teilen der Großregion gefördert wird? Die vom Journalisten Marc Schlammes moderierte Debatte wird simultan auf Französisch übersetzt. Der Eintritt ist frei.

Outrances en boomerang

Au Luxembourg, c'est bien connu, nous vivons en démocratie et tout le monde est égal devant la loi. Du moins sur le papier. Sur les zincs des bistrotts ou vers la fin de repas après le deuxième digestif, on aime pourtant bien se raconter ces histoires de népotisme, corruption, renvois d'ascenseur ou prise d'influence sur un ton proche de celui de la conspiration. C'est le malheur qui vient d'arriver à Nicolas Schmit, ministre du travail et de l'immigration, qui est intervenu en faveur de son fils, accusé d'outrage à agent commis lors d'un banal contrôle routier. Qu'il ait eu un traitement de faveur de la part de la police, aucun doute sur cela. Sinon Schmit n'aurait jamais pu assister à l'audition de son fiston, un traitement que nos agents refusent même parfois à des avocats - un état des choses que les ONG et autres institutions soucieuses des droits de l'homme montrent toujours du doigt. Mais il semble que Schmit n'ait pas apprécié à sa juste mesure ce bonbon : il aurait ainsi proféré des menaces à l'encontre d'une policière. Si tel était le cas - et pour le vérifier il faudrait que la police publie son procès-verbal - et s'il était coupable, Schmit devrait du moins avoir l'honnêteté de quitter son poste, au risque de nuire encore plus à son parti et à la politique en général. Dans le cas inverse, c'est la vieille question de l'intouchabilité de notre police qui est en jeu et la revendication d'une meilleure inspection de la police serait à nouveau d'actualité.

Abtreibung aus dem Strafrecht nehmen

Das Kollektiv „Si je veux“, vertreten durch Laure Schreiner, Christa Brömmel, Nadine Geisler und Danielle Igniti, hat diese Woche seine Kritiken am Gesetzentwurf der CSV zur Reform des Abtreibungsgesetzes erneuert. Das Kollektiv erinnert daran, dass neben dem Staatsrat und der Menschenrechtskommission auch politische Parteien, wie Déi Gréng und déi Lénk, in ihren Gutachten den Respekt des Selbstbestimmungsrechts der Frauen fordern. So soll eine Frau, die ungewollt schwanger ist und abtreiben möchte, auch die Möglichkeit dazu erhalten, ohne an eine Beratung gebunden zu sein. Die Mittel, die bisher für die vom Gesetzentwurf der CSV vorgesehene obligatorische Beratung freigestellt werden, gehörten dafür genutzt, LehrerInnen entsprechend auszubilden, die Sexualerziehung flächendeckend zu gewährleisten sowie den Zugang zu Verhütungsmitteln und die Information darüber zu verbessern. Das Kollektiv kündigte an seine Bemühungen noch weiter auszudehnen: So wurden nicht nur Fraktionen und Frauenvereinigungen der Parteien angeschrieben, sondern Anfragen auf eine Anhörung gingen auch an verschiedene Parlamentsausschüsse. Unterstützung erhofft das Kollektiv sich auch von den Gynäkologen, mit deren Komitee sich das „Planning Familial“ bereits getroffen hatte.